



RUBRIQUE OPINION LIBRE

UNE AFRIQUE ÉMERGENTE EST POSSIBLE APRÈS LA PANDÉMIE DE COVID-19

Par Kadijatou Marou Sama

Docteure en Sociologie de l'Université Paris-Est, sa thèse soutenue en 2016 a porté sur « les carrières des chercheurs et les politiques d'enseignement supérieur et de recherche au Niger ». Elle est chercheuse associée au Centre Population et Développement (CEPED, UMR Université Paris-Descartes/IRD) et consultante internationale. Ses recherches portent sur les questions relatives à l'enseignement supérieur, à la recherche et au développement.

La pandémie due au Coronavirus (Covid-19) a démarré en Chine, en décembre 2019, puis s'est rapidement propagée dans le reste du monde. L'Europe et les États-Unis ont enregistré des centaines de milliers de cas. Bien que l'Afrique soit jusque-là le continent le moins touché, certains occidentaux dressent des scénarii alarmistes affirmant que les conséquences de cette crise sur l'Afrique seraient catastrophiques. Pourtant, la crise de Covid-19 pourrait favoriser le développement de l'Afrique si les africains en tirent les bonnes leçons et revoient leurs priorités.

DES INITIATIVES EN AFRIQUE POUR FAIRE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Plusieurs pays africains ont opté pour le confinement général (Afrique du Sud, Congo-Brazzaville, Maroc, Rwanda, Tunisie, Zimbabwe) ou partiel (Algérie, Ghana, Madagascar, Nigeria, République démocratique du Congo) pour limiter la propagation de la pandémie. L'État d'urgence a été décrété par d'autres États (Côte d'Ivoire, Guinée, Kenya, Niger, Sénégal) réduisant temporairement les libertés individuelles, par exemple par des couvre-feux qui interdisent la circulation de nuit. La crise révèle que la disponibilité des médicaments et vaccins au niveau des multinationales pharmaceutiques empêche aux pays africains d'en produire eux-mêmes. Toutefois, pour lutter contre la pandémie de Covid-19, les recettes de la médecine traditionnelle sont utilisées dans plusieurs pays africains. Dans certains pays, notamment la Gambie et le Sénégal, les initiatives citoyennes se multiplient pour fabriquer des masques. Au Maroc, deux millions de masques sont produits quotidiennement par six usines de textiles qui se sont reconverties suite à la rupture de stock dans la plupart des pharmacies.

Par ailleurs, certaines universités africaines ont fabriqué localement des gels hydroalcooliques pour la désinfection des mains. C'est le cas de l'École Supérieure Polytechnique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), de l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger) et de l'Université de Kinshasa (République démocratique du Congo) où des étudiants et des enseignants-chercheurs ont fabriqué des gels dont la composition est conforme aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé. Pour les patients qui sont en situation critique, des appareils d'assistance respiratoire ont été conçus par des enseignants-chercheurs sénégalais de l'École Polytechnique de Thiès. Au Burkina Faso, il y a eu le lancement de deux essais cliniques dénommés CHLO-RAZ et API-COVID-19, afin d'évaluer l'efficacité et la sécurité de trois produits, dont la Chloroquine, dans

le traitement de la pandémie de Covid-19. Ces deux essais sont conduits par des chercheurs de l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS).

La crise due au Coronavirus vient ainsi rappeler que les universités (avec une double mission: enseignement supérieur et recherche scientifique) et les instituts de recherche contribuent à la résolution des problèmes que rencontrent les populations.

URGENCE POUR L'AFRIQUE À INVESTIR DANS LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LE CAPITAL HUMAIN

Qui aurait pu imaginer il y a quelques mois que les premières puissances mondiales auront recours à la Chine, pays émergent, dans le cadre de leur gestion de la crise de Covid-19? C'est pourtant ce qui est en train d'arriver. La délocalisation des entreprises occidentales dans une perspective capitaliste pure fait que la France et les États-Unis sont en train de s'approvisionner en millions de masques auprès de la Chine. Tout comme la Chine, d'autres pays émergents tels que le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, se sont développés en accordant de l'importance à la recherche scientifique et en investissant massivement dans l'amélioration de leurs offres d'enseignement supérieur.

Il faut rappeler que plusieurs pays africains avaient également fait, au lendemain des indépendances, des efforts considérables dans le financement de la recherche et la formation des chercheurs. Mais leurs efforts furent interrompus durant les années 80 par les programmes d'ajustement structurel (PAS) qui leur ont été imposés par des institutions financières comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. S'inscrivant dans le cadre de politiques d'austérité, les PAS ont concerné des domaines clés tels que la santé, l'éducation et la recherche, d'où un effondrement des systèmes sanitaire, éducatif et scientifique africains. En effet, les institutions relevant de ces systèmes (notamment les hôpitaux, les universités et les instituts de recherche) sont tombées dans une crise profonde suite aux PAS. Particulièrement en Afrique francophone, plusieurs universités peinent à sortir de cette crise qui se caractérise notamment par le délabrement des infrastructures d'enseignement supérieur, des laboratoires de recherche et des bibliothèques universitaires, ainsi que la mauvaise gestion des universités.

Ainsi, les pays africains ont tout à gagner à investir dans la recherche scientifique et le capital humain en plaçant leurs universités et instituts de recherche au cœur de leurs préoccupations. Les propositions suivantes pour une marche de l'Afrique vers le déve-

loppement après la période Covid-19 méritent d'être prises en considération.

CONCEVOIR DE VÉRITABLES POLITIQUES NATIONALES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les pays africains devraient définir leurs propres priorités de recherche en fonction des besoins réels des populations. Pour ce faire, les propositions et les résultats de recherche des chercheurs africains devraient être nécessairement pris en compte par les pouvoirs publics. Chaque pays africain devrait urgemment résoudre le problème de sous-financement chronique de la recherche en accordant des fonds nationaux conséquents pour la recherche. Cela permettrait de réduire la dépendance de l'Afrique par rapport aux financements et agendas de recherche des bailleurs de fonds internationaux, et d'amener les chercheurs africains à conduire des activités de recherche adaptées aux problématiques du développement national et ainsi contribuer à la réduction de la pauvreté.

AMÉLIORER L'OFFRE DE FORMATION

Les filières générales devraient être évitées, au profit du développement de la formation professionnalisante et des formations dans les techniques industrielles. Bien qu'étant plus onéreuses, les formations dans les techniques industrielles méritent d'être financées surtout qu'elles permettent de préparer les étudiants pour la recherche appliquée. Aussi, les conditions d'enseignement, d'apprentissage et de recherche sont à améliorer. Pour ce faire, d'une part les universités et instituts de recherche devraient nécessairement être dotés d'infrastructures, d'équipements, de matériel pédagogique; d'autre part, l'accessibilité à la documentation et à l'information scientifique devrait être facilitée.

ADAPTER LES PROGRAMMES DE FORMATION AUX BESOINS DES PAYS AFRICAINS

Pour que les formations soient en adéquation avec les besoins de développement économique et social des pays africains, il faudrait nécessairement qu'il y ait des interactions non seulement entre les chercheurs et l'environnement économique et social mais également entre les étudiants et cet environnement. Les programmes devraient valoriser l'apprentissage autonome des étudiants et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Les TIC constitueraient une solution aux problèmes d'isolement des institutions et de qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche. De plus, il faudrait mettre en place des mécanismes d'évaluation et de révision des programmes. La révision des contenus des programmes de formation et de la pédagogie devrait

permettre d'améliorer la qualité et la performance de l'enseignement supérieur et de la recherche.

RÉSOLVRE LE PROBLÈME DE GOUVERNANCE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

Afin de ne pas « tuer » le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, les pouvoirs publics devraient s'y faire beaucoup moins présents en laissant les acteurs (chercheurs, enseignants-chercheurs, étudiants) jouir d'une certaine autonomie en ce qui concerne notamment la nomination des dirigeants et la gestion des budgets. En effet, le manque d'autonomie pourrait démotiver les acteurs et donner lieu à de nombreuses grèves.

ACCROÎTRE LE NOMBRE DE CHERCHEURS ET FINANCER DES BOURSES NATIONALES

Certains pays africains ont largement dépassé la moyenne africaine en termes de nombre de chercheurs par million d'habitants; c'est le cas du Sénégal et du Maroc. Mais dans d'autres pays, la communauté scientifique n'a pas encore atteint une certaine masse critique; c'est le cas du Niger et du Mali. L'urgence pour de tels pays est d'une part de recruter de jeunes chercheurs déjà titulaires de doctorat, notamment en mettant en place des mesures incitatives favorisant le retour en Afrique de la diaspora concernée, et d'autre part, de mettre en place des programmes de formation doctorale avec attribution de bourses pour que les jeunes se lancent dans la réalisation de thèses de doctorat.

Ces pays dont la communauté scientifique est de faible proportion devraient œuvrer de façon à s'assurer d'avoir atteint au moins 300 chercheurs par million d'habitants. Aussi, il serait intéressant que les pays africains mettent en place annuellement des bourses pour que des docteurs puissent aller approfondir leurs recherches à l'étranger dans le cadre de post-doc.

RENFORCER LA COLLABORATION ENTRE LES PAYS AFRICAINS

Dans certains secteurs, les pays africains pourraient créer des écoles régionales pour des formations de troisième cycle et pour la recherche de pointe. Mais, pour que de telles écoles aient un succès, il faudra mettre en place un bon système de gouvernance et de financement. Il serait aussi pertinent de créer des agences de coordination de la recherche dans les différentes sous-régions africaines avec un organisme centralisateur. Pour que cette mesure marche, il faudra nécessairement que la coordination soit assurée par des Africains, même si les bailleurs de fonds internationaux contribuent à la création de ces espaces.